

McKinsey : Éric Zemmour accuse le cabinet de conseil d'avoir «travaillé gratuitement» pour Emmanuel Macron en 2017

Par [Dinah Cohen](#) et [Wladimir Garcin-Berson](#)

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 3 heures

▶ [Écouter cet article](#) ⓘ

00:00/02:43



Le cabinet défend de son côté l'activité militante de certains consultants, réalisée sur leur «temps personnel».

L'«affaire McKinsey» continue de faire réagir les concurrents d'[Emmanuel Macron](#). Invité jeudi matin sur [RTL](#), Éric Zemmour a dénoncé un «*scandale d'État*», et accusé le cabinet de conseil d'avoir «*travaillé gratuitement*» pour le candidat d'En Marche ! durant la campagne de 2017. «*Une illégalité*», selon lui.

Le recours accru aux cabinets de conseil durant ce quinquennat - [révélé par un rapport du Sénat](#) -, ne passe pas. Pour [Éric Zemmour](#), il est même révélateur de «*deux choses*». «*D'abord, de la triple gabegie de l'État : on a des hauts fonctionnaires qui ne sont pas utilisés pour ce qu'ils peuvent faire, on paye des cabinets de conseil et souvent très cher, et ils ne payent pas d'impôts par des systèmes d'optimisation fiscale. Ça coûte trois fois aux Français*», a ainsi dénoncé le président de Reconquête !. «*Surtout, c'est très révélateur d'Emmanuel Macron. C'est un scandale d'État*», a-t-il poursuivi.

«J'accuse Emmanuel Macron»

Plus que l'augmentation de l'activité de ces cabinets, le candidat accuse le chef de l'État d'avoir «*utilisé une vingtaine de membres du cabinet McKinsey pendant sa campagne électorale de 2017*». «*Ils l'ont fait à titre gratuit, donc c'était déjà une illégalité puisqu'on sait le prix de ces conseillers, et ils n'ont pas à travailler gratuitement*», a-t-il affirmé. Ajoutant que «*McKinsey est une société américaine, donc on lui transmet des informations (...) et on sait que le gouvernement américain n'a aucun scrupule à utiliser les données que possèdent les grandes sociétés américaines*». Et de conclure : «*J'accuse Emmanuel Macron d'être soumis aux Américains de façon vraiment scandaleuse.*»

Interrogée sur le sujet mercredi soir lors d'une conférence de presse, la ministre de la Fonction publique, Amélie de Montchalin, a de son côté dénoncé des «*allégations*». «*Si on regarde les équipes de campagne, de tout temps, en tout lieu, elles sont composées de bénévoles, de*

médecins, de pharmaciens (...), effectivement parfois de consultants, de boulangers, d'étudiants». Selon la membre du gouvernement, ces personnes s'engagent «sur leur temps personnel, avec des convictions personnelles».

Dans le rapport sénatorial rendu public le 17 mars, il est également précisé que Karim Tadjeddine, directeur associé de McKinsey, s'est livré à des activités militantes lors de la campagne, et ce sur son temps personnel, à l'instar d'autres consultants. Ayant admis avoir utilisé son adresse professionnelle pour ces activités, le directeur a reconnu une «*erreur*» qui a «*donné lieu à une suite en interne*».

À VOIR AUSSI - Affaire McKinsey : «Nous avons engagé une vérification fiscale avant le rapport du Sénat», affirme Bruno Le Maire